



# À quoi faut-il s'attendre après le dernier rapport de l'AIEA sur l'Iran ? L'accord et ses conséquences

Bart Smedts<sup>1</sup>

*Le Centre d'études de sécurité et défense (CESD) de l'Institut royal supérieur de défense publie occasionnellement des e-Notes, de brèves analyses relatives à l'actualité. À l'instar de toutes nos publications, elles sont disponibles sur notre site Internet [www.rhid.be](http://www.rhid.be).*



Trois événements peuvent fournir des indices sur l'issue des négociations entre l'Iran et le groupe des « cinq plus un » (P5+1). Tout d'abord, au cours de la période précédant la date butoir des négociations, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a publié un rapport qui n'a pas été rendu public. Sauf qu'il a « fuité » au New York Times<sup>2</sup>. Le rapport est sorti au début des négociations officielles et directes entre le secrétaire d'État John Kerry et le ministre iranien des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif, confirmant que l'Iran a respecté ses obligations prévues par

l'accord intérimaire (c.-à-d. la suspension de la production de combustible nucléaire susceptible d'être rapidement converti en uranium à usage militaire et la dilution de toutes les réserves existantes afin d'obtenir un taux d'enrichissement de moins de 5 %). Les inspecteurs ont même pu visiter les principaux sites de production de combustible nucléaire. Ce respect des obligations a été jugé assez satisfaisant pour que les États-Unis entament des négociations directes avant l'échéance de mars. Néanmoins, selon les informations disponibles, le même rapport de l'AIEA redoute l'éventuelle existence, en Iran, d'activités secrètes liées au nucléaire impliquant des organisations militaires, en ce compris des activités liées au développement d'une charge nucléaire pour missiles. Étant donné que l'Iran n'a fourni aucune explication quant à l'éventuelle dimension militaire de son programme nucléaire, l'Agence n'est pas en mesure d'expliquer, de manière crédible, l'absence de

<sup>1</sup> Chercheur au Centre d'études de sécurité et défense (CESD) de l'Institut royal supérieur de défense (IRSD). Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les positions ou les politiques adoptées par le ministère de la Défense ou l'Institut royal supérieur de défense.

<sup>2</sup> SANGER, David et BROAD, William, « Inspectors Say Iran Is Evading Questions as Nuclear Talks Enter a Crucial Stage », *New York Times*, 19 février 2015, disponible en ligne sur <http://www.nytimes.com/2015/02/20/world/middleeast/un-says-iran-still-evades-queries-on-possible-nuclear-work.html?ref=topics&r=0>.

matières et d'activités nucléaires non déclarées en Iran, ni de conclure que toutes les matières nucléaires présentes en Iran sont utilisées à des fins pacifiques. Ledit rapport en est arrivé à la conclusion inquiétante qu'après toutes ces années, l'AIEA est au point mort. Autrement dit, l'Agence ne dispose pas des moyens pour vérifier si un pays se conforme à ses obligations, alors que c'est justement sa vocation ! Ceci étant dit, alors que pareil rapport aurait entraîné de nouvelles sanctions très sévères il y a quelques mois, il ne semble pas poser problème aujourd'hui, ce qui est le premier signe d'une amélioration des relations diplomatiques.

Deuxièmement, un discours prononcé par l'ayatollah Khamenei le 8 février devant des membres des forces aériennes a alimenté les commentaires en Iran, tant dans les milieux radicaux que modérés<sup>3</sup> : la déclaration « mieux vaut pas d'accord qu'un mauvais accord » peut signifier qu'il n'y a aucune volonté de parvenir à un accord, ou bien qu'il existe une volonté de poursuivre les négociations, coûte que coûte, avant que le but ne soit atteint (c.-à-d. la conclusion d'un accord global). Le président Obama et le Guide suprême Khamenei ont tous les deux eu recours à cette phraséologie, ajoutant qu'un mauvais accord compromettrait les intérêts de la nation. Toujours est-il que la date butoir approche à grand pas et que, cette fois-ci, elle ne peut être repoussée sans que les protagonistes perdent la face : reporter l'échéance – une fois de plus – au-delà du 24 mars entraînerait la tenue d'une conférence d'examen du traité sur la non-prolifération peu après, sans que l'on soit parvenu à un accord au sujet de l'un des enjeux majeurs depuis la signature du traité. C'est la raison pour laquelle la grille de lecture des deux événements, le rapport de l'AIEA et le discours, diffère de celle auparavant. Lors des occasions précédentes, des réactions véhémentes auraient conduit à la fin des négociations, voire davantage de sanctions.

Troisièmement, et qui plus est, la divulgation des télégrammes secrets du Mossad<sup>4</sup> infirmant la position de Netanyahu selon laquelle l'Iran pourrait bientôt disposer de l'arme nucléaire, est tombée à point nommé pour discréditer toute déclaration incendiaire du premier ministre israélien devant le Congrès. Prises séparément, les trois observations importantes ne sont pas particulièrement renversantes, mais prises ensemble, elles dénotent de la sérénité et du travail acharné qui règnent dans les pourparlers et les négociations directes, exprimant la volonté – pour la première fois – de progresser.

Alors que la fin de mars approche, nous pouvons dès lors en conclure qu'une issue positive est toujours possible. Quels seraient les termes d'un accord global, étant donné que nous savons que l'ayatollah Khamenei exige que toutes les sanctions soient levées immédiatement, ce qui est techniquement parlant impossible : le président Obama n'est pas en bons termes avec le Congrès et devrait, de ce fait, avoir recours à des dérogations afin de reporter les délais de quelques mois. Aussi, une approche plus réaliste consisterait à lever progressivement les sanctions imposées par les USA et l'UE. Concrètement, cela signifie que l'on ne parviendrait pas à un accord global exécutable dans son ensemble avant le 24 mars. Un accord signifierait toutefois que l'on s'entende sur les

---

<sup>3</sup> KARAMI, Arash, « Iran conservatives see defiance in Khamenei speech », *Al-Monitor*, 10 février 2015, disponible en ligne sur <http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/02/iran-ali-khamenei-supreme-leader-nuclear-deal-conservatives.html>.

<sup>4</sup> MILNE, Seumas, MACASKILL, Ewen et SWISHER, Clayton, « Leaked cables show Netanyahu's Iran bomb claim contradicted by Mossad », *The Guardian*, 23 février 2015, disponible en ligne sur <http://www.theguardian.com/world/2015/feb/23/leaked-spy-cables-netanyahu-iran-bomb-mossad>.

principales questions (un programme nucléaire civil permettant à l'Iran de produire de l'énergie pour sa propre consommation et d'exporter du pétrole, transparence des inspections grâce à une collaboration permanente avec l'AIEA). D'ici là, les sanctions levées par le biais de dérogations pourraient mettre du temps à produire un effet permanent (qui ne doit pas être attendu avant le mois de juillet). Entre-temps, afin de compenser l'impossibilité de lever certaines sanctions immédiatement, les comptes gelés de l'Iran pourraient également être débloqués et les restrictions de voyage annulées. Ce n'est pas la volonté des USA de lever les sanctions de manière permanente qui est en cause, mais il est d'un point de vue technique impossible de les lever dans des délais aussi brefs.

Que cela implique-t-il pour l'UE ? Si l'on peut parvenir à un accord, l'UE sera le premier acteur à avoir un impact immédiat et aussi important sur les sanctions qui frappent l'Iran. Pour cette raison, et afin de reconquérir le marché perdu en Iran, il convient de renouer avec ce pays. La plupart des liens existants ont été rompus et tant la Chine que la Russie ont fait preuve de beaucoup de zèle à remplacer l'UE sur ce point : il serait erroné de penser que le marché perdu par l'UE peut être réactivé sans le moindre effort. La voix de l'UE en Iran (même avec un SEAE opérationnel) n'est pas encore reconnue comme telle : la République islamique est toujours engagée dans des négociations bilatérales avec les 28 États membres, mais pas avec l'UE. Si un accord provisoire est conclu, la Chine et la Russie seront les premiers pays à officiellement lever les sanctions et à prendre pied dans l'économie iranienne. Au-delà de l'accord portant sur le nucléaire, l'UE a tout intérêt à ne pas commettre les mêmes erreurs (comme en Irak et Afghanistan) en isolant l'Iran, étant donné que ce pays fait partie de la solution contre la nouvelle menace régionale que représente ISIS. L'importance de cet acteur non étatique dans la région a été reconnue lors des négociations directes entre le secrétaire d'État Kerry et le ministre des Affaires étrangères Zarif : les États-Unis et l'Iran ont tous les deux un ennemi régional commun et partagent l'objectif commun de vaincre ISIS. Qu'une nouvelle relation durable avec l'Iran puisse être fondée sur un ennemi commun, cela devra être démontré, mais si l'UE désire jouer un rôle régional important à l'avenir, elle devra rattraper son retard en rétablissant les liens qui n'ont jamais été complètement rompus entre l'Iran, la Chine et la Russie.

*Vous pouvez adresser vos commentaires ou remarques à l'adresse*

*[irsd-cesd-scvd@mil.be](mailto:irsd-cesd-scvd@mil.be).*

*Plus de publications du Centre d'études de sécurité et défense peuvent être téléchargées sur <http://www.rhid.be>.*